

La remise en cause de l'ordre ancien et des générations l'organisant semble avoir été la règle du mois écoulé. Les peuples ont rejeté les prétendants au pouvoir, placés comme favoris par les médias et les sondages. Ainsi, aux Etats-Unis, le choc de l'élection de Donald Trump et la mise à l'écart d'Hillary Clinton destinée à devenir la première présidente des Etats-Unis n'ont pas encore cessé de créer des remous. 322 sondages en octobre 2016 avaient donné H. Clinton vainqueur. Deux cents journaux américains avaient appelé à voter contre le « populisme » de D.Trump contre six en sa faveur. La place des médias, leurs méthodes de travail susciteront de multiples études sur leur faillite à éclairer objectivement ou sur leur capacité à influencer l'opinion à l'heure des réseaux sociaux.

En France, le 27 novembre, le phénomène s'est reproduit avec à nouveau la mise à l'écart des candidats proclamés comme finalistes de la Primaire de la droite et du centre. Nicolas Sarkozy puis Alain Juppé ont laissé la place de vainqueur à François Fillon, outsider des médias et des sondages. L'effet de ce changement a été renforcé par l'annonce du président de la République de ne pas se présenter à un second mandat ce 1<sup>er</sup> décembre 2016.

Enfin le décès de Fidel Castro, dictateur communiste malgré la surprenante déclaration de Ségolène Royal qui est toujours dans les mythes du XXe siècle, a peut-être aussi acté la fin définitive de ce siècle et le début d'un XXIe siècle bien incertain qui amène la société civile à modifier son approche de la sécurité après une si longue période de tranquillité intérieure sinon extérieure.

Ce mois de novembre a été en effet celui de la commémoration en France des attentats salafistes-djihadistes commis au bataclan. Un an après, notre société a-t-elle changé ? En partie, sûrement. La sécurité est devenue une préoccupation majeure des Français et de leurs dirigeants. Au titre de la prévention des attentats, jamais un gouvernement n'aurait pu faire voter les lois actuelles sans ces attentats auxquels s'agrègent ceux organisés par les mêmes salafistes contre Charlie Hebdo, à Saint-Etienne du Rouvray et à Nice.

La fibre patriotique a mobilisé une grande partie de la nation française et il n'est plus honteux ou ringard de chanter la Marseillaise ou de déployer le drapeau de la République. Tout est symbole et ces symboles sont rassembleurs en raison des messages qu'ils véhiculent. Certes, cela ne résout pas les problèmes de la société française mais la nation semble se rassembler et finalement se retrouver.

En revanche, un certain nombre de principes reste pertinent pour sa cohésion : une identité partagée, une culture commune acceptée où effectivement la différence de l'autre doit s'intégrer dans la communauté nationale et non l'inverse, une capacité à se mobiliser pour défendre cet héritage historique et culturel, un esprit de sacrifice comme le symbolisent ces nombreux jeunes souhaitant servir la Patrie comme militaires, policiers, réservistes, la fierté simplement d'être français que ce soit de souche ou par adhésion avec la rude tâche de faire partager cette fierté au plus grand nombre, quel que soit l'âge ou l'origine.

En fait, notre société doit changer et créer cette démocratie du XXIe siècle qui ne sera pas celle du XXe siècle, démocratie des « vieilles » générations au pouvoir aujourd'hui. Le changement n'a pas eu lieu et il devra avoir lieu. Les menaces sur notre sécurité nous y conduiront mais pas uniquement.

Les exemples des Etats-Unis, du Royaume-Uni, des Etats européens de l'Est, de la France peut-être demain, de l'Italie aussi par l'échec de son dernier référendum constitutionnel, montrent

surtout que la démocratie doit être repensée. Pour la France, cela signifie sans aucun doute une souveraineté nationale plus forte, de l'autorité mais aussi de l'équité, loin de tout égalitarisme pernicieux, une plus grande efficacité des institutions de la Ve République, une meilleure écoute de la majorité silencieuse qui existe.